

Bienvenue à la troisième édition de l'e-Bulletin de l'APP consacrée aux derniers résultats obtenus par nos sept groupes de recherche !

Comme nos lecteurs le savent, l'objectif de nos travaux est d'identifier et de promouvoir « une action publique ancrée dans les réalités locales ». Pour ce faire, nous cherchons à nous fonder avant tout sur des expériences propres à l'Afrique ainsi que sur l'étude des institutions africaines. Nous pensons que les prescriptions habituelles en matière de « bonne gouvernance » n'ont pas les résultats escomptés parce qu'elles sont mal ou insuffisamment ancrées dans les réalités locales.

L'APP est un programme intégré. Nous examinons les questions de gouvernance dans sept domaines politiques différents, mais notre but est de découvrir des dénominateurs communs à ces domaines. Notre objectif est de construire une théorie reposant sur un corpus de données observables sur les facteurs institutionnels qui influencent, pour le meilleur ou pour le pire, la provision de biens publics essentiels au développement économique et social en Afrique.

Nous pensons avoir fait et continuer à faire des progrès dans cette direction ! Nous invitons les lecteurs à juger eux-mêmes en lisant ci-dessous les comptes rendus des travaux de chacun des sept groupes de recherche de l'APP. Les commentaires et manifestations d'intérêt pour nos travaux sont les bienvenus.

Dans cette édition du bulletin, nous sommes heureux de présenter plus en détail des différentes activités dans lesquelles l'APP s'est lancé dans le cadre de cet effort.

David Booth, *Directeur du programme*

Comptes rendus des sept groupes de recherche

Économie et politique 1 : un patrimonialisme de développement ?

Dirigé par Tim Kelsall, ce groupe de recherche souhaite trouver une réponse à la question « Comment créer un climat favorable à l'investissement en travaillant avec et non à contre-sens des réalités sociales et politiques africaines ? » Les chercheurs ont examiné les dimensions « patrimoniales » d'États prospères de l'Asie du Sud-Est et ont revisité d'importantes expériences africaines. Des travaux sur le terrain ont été entrepris au Malawi et en Tanzanie et sont en cours au Rwanda, en Éthiopie et au Zimbabwe.

La conclusion qui se dessine est que, contrairement aux suppositions répandues, les régimes néo-patrimoniaux peuvent être compatibles avec un climat favorable à l'investissement. Mais cela ne se produit que lorsque deux conditions sont remplies : les politiques sont adaptées et le processus de recyclage des rentes est de type centralisé et à long terme. En cas de pluripartisme, les « sociétés holdings », qui investissent

leurs actions dans un parti politique, représentent peut-être un mécanisme approprié pour remplir ces conditions.

Ces conclusions intéressent à la fois les spécialistes des climats favorables à l'investissement et les décideurs aux niveaux nationaux. Le « patrimonialisme de développement » n'est pas un nouveau « modèle », mais là où il existe, les bailleurs de fonds devraient lui donner sa chance et là où tout le reste a échoué, c'est une alternative à prendre en considération.



Le quartier des affaires central de la ville de Mwanza en Tanzanie

Publié par le **Programme Afrique : pouvoir et politique**, une initiative de recherche quinquennale entreprise par un consortium d'organisations en France, au Ghana, au Niger, en Ouganda, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le programme APP est financé par l'agence britannique pour le développement international et le programme irlandais Irish Aid.



Pour plus d'informations, voir

www.institutions-africa.org

Pour vos commentaires, merci de contacter David Booth

d.booth@odi.org.uk

Économie et politique 2 : réformes du secteur du coton

Ce deuxième groupe de recherche « économique » a pris sous la direction de Renata Serra une orientation plus sectorielle. En se fondant sur une analyse comparative des procédures de réforme en Afrique de l'Ouest, la recherche identifie les conditions institutionnelles qui servent le mieux la coordination du marché, bien public essentiel dont les économies du coton manquent après la libéralisation du marché. La recherche prend place au Bénin, au Burkina Faso, Cameroun et au Mali.



Travailler au marché du coton- charger le camion : la route de Djenne, Mali

Il apparaît que les modèles de réformes qui remportent le plus de succès sont ceux qui impliquent une dose de « créativité institutionnelle » endogène. Si des acteurs locaux ne font pas de choix délibérés parmi les recommandations offertes par les bailleurs de fonds, les politiques risquent fort d'être incohérentes. C'est la conjonction de privatisations et de politiques multipartistes qui semble, de ce point de vue, la moins favorable. À contrario, donner plus d'autonomie aux associations d'agriculteurs favorise la coordination en créant des interdépendances au sein des groupes d'intérêts et en permettant la réconciliation des principes de l'économie de marché avec les normes sociales.

En examinant de près les facteurs politiques et sociaux qui entrent en jeu dans le succès des réformes, cette recherche sera utile non seulement pour l'élaboration des politiques dans les pays étudiés, mais également pour répondre aux questions de recherche générales du programme APP.

Les bureaucraties étatiques : forêts, irrigation et cheptel

S'appuyant sur des travaux sur « la corruption quotidienne » en Afrique de l'Ouest, ce groupe de recherche étudie minutieusement les normes pratiques et des logiques de responsabilisation qui façonnent la provision de biens publics par les services forestiers, les services de l'irrigation et du cheptel national au Sénégal et au Niger. Dirigé par Giorgio Blundo, il pose la question des conditions dans lesquelles des formes de fourniture de services publics hybrides ou « privatisées de façon informelle » peuvent fonctionner de manière satisfaisante et devenir une solution acceptable si l'on considère l'échec des réformes fondées sur les « meilleures pratiques » internationales.

Parmi les résultats qui se dessinent au sujet de l'exploitation forestière, on retrouve la valeur des styles de gestion locaux qui fonctionnent dans le sens de la culture professionnelle des forestiers, ainsi que l'importance des compromis négociés entre les



Trois uniformes différents pour le même poste : Les agents forestiers du Sénégal.

professionnels et les communautés locales au sujet de l'application de la loi. Les affinités sociales jouent un rôle important dans ces négociations. Les facteurs qui entravent leur réussite comprennent les mutations fréquentes du personnel (« pour réduire la corruption ») et le manque de continuité dans le soutien apporté aux projets (« à cause de corruptions présumées »).

Des travaux sont en cours pour établir dans quelles mesures ces constatations s'appliquent également aux services d'irrigation et de gestion du cheptel et pour exposer leurs implications en matière d'élaboration des politiques.

La réforme éducationnelle : la religion et l'État

Ce groupe de recherche se concentre sur la modification des relations entre l'État et les forces sociales dans les pays du Sahel. En réponse aux pressions des parents et aux difficultés à accroître



Une des écoles expérimentales coraniques à Niamey, Niger. A noter les équipements éphémères de la tente.



Medersa, Bamako rive droite : La leçon de géographie est en Arabe mais celle des maths est en Français

le nombre des inscriptions et la qualité dans le système éducatif public laïque, les gouvernements ont fait des expérimentations avec des types d'écoles hybrides qui adoptent certains éléments de l'éducation coranique. Ce groupe, coordonné par Leonardo Villalón et Mahaman Tidjani Alou, suit ce type de réformes au Niger, au Mali et au Sénégal.



Franco-arabic collège au Keur Madiabel, Senegal

S'il existe des différences entre les approches de ces pays, il y a aussi des similarités. Partout, l'objectif est de forger un vrai hybride combinant la culture religieuse fondée sur l'aptitude à lire et écrire l'Arabe et « l'employabilité » que confère une éducation en français. Les nouvelles écoles s'avèrent très populaires, particulièrement pour les filles. La question de savoir si « aller dans le sens des fibres » de cette façon est compatible avec l'amélioration de la qualité de l'enseignement, au regard de l'extension du curriculum qui en découle, reste posée.

Quelle que soit la réponse, ces changements illustrent le fait que, dorénavant, les organisations d'aide au développement au Sahel traitent avec une nouvelle forme d'État et une nouvelle façon de concevoir des politiques publiques auxquelles elles doivent s'adapter.

La justice locale et le règlement des conflits

Dirigé par Richard Crook avec le centre pour le développement démocratique ghanéen (CDD-Ghana), ce groupe se penche sur la question suivante : comment les États africains peuvent-ils fournir aux citoyens ordinaires des services judiciaires qui soient légitimes, accessibles et efficaces ? Il fait l'hypothèse que ces services ont plus de chances de répondre à ces critères s'ils s'appuient sur les répertoires culturels locaux.

La recherche montre de façon empirique que les croyances populaires dans les régions étudiées au sud du Ghana ne correspondent pas aux stéréotypes communs sur la nature de la justice « traditionnelle ». En comparant les services fournis par les tribunaux de première instance, la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative (CHRAJ), et le service de résolution des litiges fonciers fourni par le Secrétariat du droit coutumier, la recherche montre que les magistrats adoptent la méthode de travail qui est la plus en harmonie avec les valeurs populaires. La CHRAJ est accessible et rapide, mais le caractère non-exécutif de ses médiations n'est pas apprécié. Les tribunaux coutumiers sont moins en phase avec les valeurs populaires et sont considérés comme trop formels.

Ces résultats suggèrent que ce qui fonctionne le mieux sont les arrangements hybrides dans lesquels les normes professionnelles

sont associées à une flexibilité procédurale qui permet de prendre en compte les préférences des citoyens ordinaires.

Les implications de cette conclusion ont fait l'objet de discussions avec les services judiciaires du Ghana et d'autres décideurs.

Les parlementaires : gérer des attentes contradictoires

Les membres des parlements nationaux jouent, dans la théorie démocratique, un rôle important en tant que garants de la qualité législative et de la performance de l'exécutif. Cela se reflète dans l'importance accordée au renforcement parlementaire pour la promotion d'une meilleure gouvernance pour le développement. Mais en Afrique les parlementaires font l'objet, de la part d'individus et de leurs électeurs, de pressions clientélistes qui entravent généralement leur capacité à fournir des biens publics comme la législation et la surveillance. Dirigé successivement par Staffan I. Lindberg et E. Gyimah-Boadi, ce groupe a exploré les conditions dans lesquelles les parlementaires ghanéens répondent de façon plus ou moins satisfaisante aux différentes attentes placées en eux.

Les premiers résultats de l'analyse de deux grandes enquêtes menées avant et après les élections de 2008 au Ghana ont mis à jour des différences significatives dans la manière dont les parlementaires définissent leur rôle. Les travaux entrent maintenant dans une phase plus observationnelle et cherchent à découvrir comment les parlementaires pourraient jouer leur rôle constitutionnel de façon plus efficace tout en travaillant dans le sens de la culture politique ghanéenne.

Les conclusions seront utiles pour les réformes constitutionnelles ainsi que pour les efforts de renforcement parlementaires dans d'autres pays ayant un système de circonscription uninominale.

Gouvernance locale et biens publics

Dirigé Diana Cammack, ce groupe cherche à découvrir quelles sont les caractéristiques de la gouvernance des biens publics au niveau local qui sont associées à une meilleure capacité à gérer les principales entraves à la fourniture de ces biens. Des équipes de recherche sont sur le terrain au Malawi, au Niger, au Rwanda, au Sénégal et en Ouganda. Des travaux de thèses associés sont en cours dans ces pays ainsi qu'au Ghana, en Sierra Leone et en Tanzanie. Les thèmes étudiés sont : l'eau et l'assainissement, la maternité sans risques, l'ordre public et la sécurité, et les mesures visant à encourager le commerce et l'entreprise.

La première phase de travaux sur le terrain fait apparaître trois déterminants immédiats de la capacité à faire face aux entraves



L'eau et sanitaire: La riviere Nasolo, Ndiranwe, Malawi

à la fourniture de biens publics : l'ampleur des incohérences institutionnelles engendrées par les pouvoirs publics, le niveau d'intérêt de la classe politique à discipliner les fournisseurs, et la place laissée aux initiatives d'entraide locales. La considération des conditions les plus favorables conduit à un réexamen des interactions entre l'aide et les politiques dans les « jeunes

démocraties » ainsi qu'à des propositions de modification des façons d'apporter un soutien externe à l'action collective locale. Les implications pour l'élaboration des politiques sont considérables.

Elles sont également en accord avec les conclusions qui se dessinent dans les autres parties du programme.



Facilitation des marchés : Collecte de taxes, Say, Niger



Ordre publique : le Chef de Dogari, Balleyara, Niger

Publications récentes ou à paraître

- Tim Kelsall and David Booth, Developmental patrimonialism?, Working Paper 9, Juillet 2010
- Jean-Pierre Olivier de Sardan, Local governance and public goods in Niger, Working Paper 10, Juillet 2010 [également en français]
- Diana Cammack and Edge Kanyongolo, Local Governance and public goods in Malawi, Working Paper 11, Juillet 2010
- Diana Cammack, Tim Kelsall with David Booth, Developmental patrimonialism? The case of Malawi, Working Paper 12, Juillet 2010
- David Booth, 'Towards a theory of local governance and public goods' provision in sub-Saharan Africa, Working Paper 13, Août 2010
- Richard Crook, Kojo Asante and Victor Brobbey, 'Popular concepts of justice & fairness in Ghana, Working Paper 14, Octobre 2010
- David Booth, 'Aid, institutions and governance: what have we learned', Development Policy Review 28(1, supplement), à paraître en janvier 2011
- Richard Crook and David Booth (eds.) 'Going with the grain? Rethinking African governance and development', IDS Bulletin 42(2), à paraître en mars 2011

Publications



Pour plus de renseignements sur les dernières publications, les évènements et actualités, voir notre site:

www.institutions-africa.org